

Allocution d'ouverture de Gilles Duceppe

Forum de l'Institut de recherche sur le Québec intitulé « Perspectives économiques et financières du Québec »
14 juin 2008

Permettez-moi tout d'abord de saluer le dirigeant de l'Institut de recherche sur le Québec, Gilles Grondin, qui a organisé ce forum. Je voudrais vous remercier, car c'est essentiel de prendre le temps, périodiquement, de dégager les perspectives d'avenir. L'IRQ nous convie donc à réfléchir et à débattre des perspectives économiques et financières.

Tout cela s'inscrit dans un contexte politique et de ce point de vue, il y a deux chemins devant nous : il y a celui sur lequel nous évoluons présentement dans le cadre fédéral canadien, sans autre perspective que le statu quo, ce qui signifie pour le Québec un recul, et l'autre, celui de la souveraineté, qui demeure le seul chemin de tous les possibles.

Chez nos voisins du Sud, il y a présentement une campagne présidentielle et un des candidats, Barack Obama, mise sur ces possibles. D'ailleurs, « Yes, we can », oui on peut, me fait penser au slogan du Oui en 1995. Oui et tout est possible. Ça demeure vrai, encore plus vrai aujourd'hui.

D'un côté, il y a les « non, c'est pas faisable, c'est trop risqué, c'est l'inconnu, c'est le trou noir ». Ça, c'est ce qu'on appelle les forces de l'inertie, les forces qui misent sur la peur. De l'autre, il y a les oui. Oui, c'est possible, oui, on est capable. Ça, c'est ce qu'on appelle les forces de l'espoir, de la volonté de changement. Au Québec, les forces du changement, de l'audace et de l'espoir doivent prendre le chemin de la liberté politique, le chemin de tous les possibles. Et ça, c'est la souveraineté du Québec.

Aujourd'hui, certains conférenciers feront sans doute la démonstration que ce qui était possible en 95 est non seulement possible en 2008, mais que ce l'est encore davantage.

Il y a trois attributs de la souveraineté : la capacité de faire ses lois, la capacité d'agir et de parler en son propre nom sur la scène internationale et la capacité de lever les impôts. L'IRQ a voulu que ce forum porte sur ce dernier attribut à partir de quatre sujets plus spécifiques : le déséquilibre fiscal, l'endettement, la fiscalité unique et la question du pétrole et l'enrichissement du Québec. À partir de chacune de ces questions, j'aimerais refaire avec vous le parcours du Québec sur ce chemin fédéral que nous empruntons depuis si longtemps, depuis trop longtemps.

En choisissant d'aborder la question du déséquilibre fiscal, l'IRQ nous rend un précieux service qui nous permettra de faire le point, six ans après le dépôt du

rapport de la Commission Séguin. En 2002, ce rapport a reçu un accueil très favorable au Québec. On y décrivait les grandes difficultés du gouvernement du Québec à composer avec un sérieux dysfonctionnement de la fédération canadienne. Yves Séguin parlait alors de la catastrophe qui allait s'abattre sur le Québec d'ici 2020 si rien n'était fait.

Depuis 2002, de notre côté, le Bloc Québécois s'est battu avec acharnement à Ottawa pour faire entendre le point de vue du Québec. Le Québec a obtenu la reconnaissance du déséquilibre fiscal et une hausse appréciable des transferts fédéraux. C'était urgent et nous en sommes heureux, mais après six ans, force est de constater que le déséquilibre fiscal n'a pas été éliminé. Bien sûr, le Bloc Québécois va continuer à se battre sans relâche pour défendre les intérêts du Québec et tenter de l'éliminer, mais aujourd'hui à Ottawa, nous nous retrouvons avec un gouvernement conservateur qui prétend que la question est réglée.

Stephen Harper prétend que cette question est réglée, même s'il n'a transféré aucun champ fiscal au Québec, même s'il a renié sa promesse formelle d'éliminer le pouvoir fédéral de dépenser dans les compétences du Québec. En 2005, Stephen Harper avait promis solennellement aux Québécois qu'il allait mettre fin à ce pouvoir du fédéral de dépenser, pouvoir qu'il qualifiait d'exorbitant. Un pouvoir, disait-il, qui avait donné naissance à un fédéralisme dominateur, à un fédéralisme paternaliste. Rien de tout cela n'a été réglé et j'ai bien hâte d'entendre ce que pensent les quatre membres de la Commission Séguin à ce propos.

De l'autre côté, à Ottawa, il y a le Parti libéral de Stéphane Dion qui prétend que le déséquilibre fiscal, ça n'existe pas. Les perspectives sont donc sombres du côté d'Ottawa. C'est ce qui m'amène à dire qu'en prenant le chemin fédéral, le Québec risque fortement de prendre le chemin de la dépendance fiscale.

Et puis, à la question des politiques fiscales, comme vous le savez, nous sommes en train de débattre, au Bloc Québécois, d'un rapport d'impôt unique. Nous avons évalué que cela permettrait au Québec d'économiser jusqu'à 600 millions de dollars par année. Le journal *The Gazette* applaudit, mais nous exhorte de tout transférer à Ottawa, comme les autres provinces. Le Canada reconnaît la nation québécoise et il faudrait se départir du peu d'autonomie qu'il nous reste? Au grand jamais. Québec perçoit déjà la TPS au nom du gouvernement fédéral, pourquoi pas aussi l'impôt sur le revenu? Pourquoi ne pas permettre aux entreprises, aux particuliers et à l'État québécois d'économiser 600 millions par année, trois milliards de dollars sur cinq ans?

Parce que si on se fait dire non, on comprendra que sur le chemin fédéral, c'est non, non et encore non. La nation québécoise ne peut pas bâtir son avenir sur le chemin du non. Sur le chemin fédéral, il n'y a pas de politique fiscale qui nous permettrait de faire nos propres choix politiques et de les assumer pleinement de

façon cohérente. Je vous donne l'exemple bien commun des services de garde de la petite enfance. La nation québécoise choisit de se donner un système de garderie à bas prix. C'est un choix de société fondamental, pourtant, dans le cadre fédéral, avec la fiscalité fédérale, on doit laisser 250 millions de dollars aux mains d'Ottawa parce que la nation québécoise a choisi de s'occuper de ses enfants, nous sommes punis.

Sur le chemin fédéral, nous risquons de continuer à patauger dans un fouillis fiscal incohérent qui contredit nos choix sociaux, économiques et culturels. Heureusement, il y a un autre chemin, le chemin de l'indépendance fiscale. Ce chemin, c'est celui de la souveraineté qui nous permettra de lever tous nos impôts nous-mêmes. Il va aussi nous permettre de mettre fin aux coûteux chevauchements et aux incohérences actuelles. Ce chemin va nous permettre de faire enfin nos propres choix, selon nos besoins et surtout, selon nos propres aspirations.

En 1995, le Québec et le Canada étaient en situation de déficit et d'endettement élevé. La situation financière n'était pas brillante et les tenants du Non, ceux qui veulent que le Québec renonce à ses rêves, en ont profité pour faire peur aux Québécoises et aux Québécois : « Le Québec est trop endetté pour faire la souveraineté », disaient-ils. Ironie, à l'époque, le Canada, qui était un des pays les plus endettés du monde, pouvait, lui, être un pays souverain. Il semble, comme souvent, que dans l'esprit de certains, ce qui est bon pour tous les pays du monde ne le soit pas pour la nation québécoise. En fait, trop souvent, nos adversaires ont comparé l'endettement d'un Québec souverain à l'endettement du gouvernement fédéral.

Pourtant, si on veut comparer le Québec souverain, il faut le comparer avec le Canada, avec tout le Canada, y compris la dette de toutes les provinces et de toutes les villes canadiennes. Jacques Léonard va nous faire une présentation tout à l'heure qui donnera l'heure juste.

Toujours est-il que treize ans plus tard, le Canada est passé du pays le plus endetté au pays le moins endetté du G7. Cela signifie donc que la part québécoise de la dette fédérale a, elle aussi, diminué. C'est donc dire que l'endettement public de la nation québécoise, y compris notre part fédérale, a beaucoup diminué depuis 1995, et c'est une bonne nouvelle.

Sauf que dans le cadre fédéral, la nation québécoise ne contrôle que la partie de nos finances qui se trouve à Québec. Or, pour une nation, une bonne situation financière, c'est utile si ça nous permet de dégager une marge de manœuvre pour répondre à nos besoins collectifs. Plus ça va aller, si nous continuons sur le chemin du renoncement, le chemin du cadre fédéral, et plus notre marge de manoeuvre financière sera réduite à cause du déséquilibre fiscal et plus nous nous sauverons de la dépendance financière face au gouvernement fédéral qui lui, voit sa marge de manoeuvre croître à mesure que celle du gouvernement du

Québec se réduit. Voilà ce qui nous attend sur le chemin fédéral, mais là encore, nous pouvons prendre un autre chemin, celui de l'indépendance financière.

Sur le chemin de la souveraineté, la nation québécoise sera dans une meilleure situation financière qu'en 1995. En fait, en prenant en compte notre part des finances fédérales, le Québec souverain sera dans une bien meilleure situation financière que la plupart des pays occidentaux. Voilà le chemin du possible et de l'espoir.

Et puis, il y a cette terrible dépendance au pétrole qui est ruineuse pour le Québec autant qu'elle est ruineuse pour l'environnement. Avec les prix du pétrole et de l'essence qui font les manchettes aujourd'hui, les dirigeants de l'IRQ ont fait preuve de vision quand ils ont choisi d'aborder ce thème.

Depuis quelques années, le prix du baril de pétrole a beaucoup augmenté et conséquemment, le dollar canadien a beaucoup augmenté. C'est que l'économie canadienne est fortement axée sur l'industrie pétrolière et le gouvernement fédéral a tout fait pour ça et il continue d'appuyer l'industrie pétrolière.

De 1990 à 2000, le gouvernement fédéral a consacré 66 milliards à l'industrie des hydrocarbures. Un montant de 66 milliards, dont une bonne partie venait du Québec. Pour les mêmes années, le gouvernement fédéral n'a rien consacré du tout à l'hydroélectricité. Zéro. Pas un sou.

Aujourd'hui encore, alors que l'industrie pétrolière et l'Alberta croulent sous les montagnes de profits, le gouvernement Harper accorde des cadeaux fiscaux d'une valeur de 1,2 milliard à l'industrie pétrolière. Cela va complètement à l'encontre des intérêts fiscaux et économiques du Québec.

Pour le Québec, le pétrole est ruineux et notre intérêt stratégique consiste à réduire notre dépendance au pétrole. Le pétrole aggrave notre déficit commercial, ralentissant terriblement notre économie. Depuis cinq ans, le Québec est passé d'un surplus à un énorme déficit commercial. Enlevez les importations du pétrole et on se retrouve en surplus commercial.

Et puis, pour couronner le tout, nous sommes aux prises avec un gouvernement qui s'est donné pour mission de saboter Kyoto. Or, en plus d'être le seul véritable outil international pour combattre les changements climatiques, Kyoto, c'est aussi le meilleur outil pour réduire notre dépendance au pétrole. Kyoto, ce n'est pas seulement l'environnement, c'est aussi une question économique.

Cet accord international prévoit, par exemple, la création d'un marché du carbone mondial. L'Europe a déjà un tel marché et les deux candidats à la présidence des États-Unis se sont engagés à faire de même. Il n'y a que le Canada qui s'y refuse et le Québec qui est pris là-dedans. Le gouvernement

Harper a un plan, un plan expressément conçu pour favoriser l'industrie pétrolière.

D'abord, il y a l'année de référence 2006 au lieu de 1990 comme prévu dans Kyoto. Cela signifie que les efforts consentis par les entreprises québécoises depuis 1990 sont rayés d'un trait de plume, tandis que les énormes augmentations d'émissions des pétrolières d'Alberta, elles, sont effacées. C'est le cadeau du siècle que leur offre Stephen Harper. Robin des bois donnait aux pauvres, Stephen Harper redonne aux pétrolières.

Ensuite, le gouvernement conservateur prévoit une réduction des gaz à effets de serre par intensité. Ça, ça veut dire que les pollueurs pourront augmenter leur pollution, mais moins intensément. Par exemple, les pétrolières qui exploitent les sables bitumineux pourront produire trois fois plus de barils, tant qu'elles ne polluent pas deux et fois et demie de plus. Si elles le font, elles seront récompensées. C'est ce qu'on appelle la politique du pollueur payé. Voilà où nous en sommes sur le chemin du fédéral. Nous savons que ce chemin est ruineux pour l'économie québécoise et pour l'environnement.

En 1995, Jean Charest brandissait l'épouvantail du trou noir pour faire peur aux Québécoises et aux Québécois. Je me suis toujours demandé de quel trou noir il parlait. On le sait maintenant, il parlait des sables bitumineux et de notre dépendance au pétrole. Si on continue sur ce chemin, c'est le trou noir pour l'économie québécoise.

Heureusement, il y a un autre choix, un autre chemin, pavé d'énergie propre, un chemin de postérité pour la nation québécoise. Pour paraphraser ce qu'a écrit Bernard Landry, « c'est le chemin de l'indépendance et de l'indépendance pétrolière ». Oui c'est possible. On voit bien que juste avec cet attribut économique et financier, le chemin du oui, le chemin de la souveraineté est infiniment préférable au chemin de la dépendance, au chemin du refus, au chemin du renoncement, le chemin du non.

Pourtant, il s'en trouve pour demander aux souverainistes de laisser les armes. Dans sa lettre, Alain Dubuc, comme fédéraliste, nous demande une seule chose, arrêter de vouloir nous empêcher de ne rien faire. Ça, c'est la mentalité du né pour un petit pain et quand on adopte cette mentalité du né pour un petit pain, et bien on ne fait aucun gain. Ils nous demandent de laisser tomber les armes, mais comment pourrait-on le faire alors que notre arme, c'est la démocratie? Comment pourrions-nous renoncer au seul chemin porteur d'espoir, de possibilités, de prospérité pour notre nation?

Est-ce que quelqu'un ici a entendu parler d'un autre chemin que celui du cadre fédéral tel que nous le connaissons? Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'un projet de réforme du fédéralisme canadien? De Québec, on nous dit que le fruit

n'est pas mûr. Je comprends, c'est l'arbre qui est pourri. D'Ottawa, on nous dit que le terrain n'est pas fertile. Je comprends, on est dans les sables bitumineux.

Il n'y a que deux chemins possibles : le chemin de la dépendance fiscale, de la dépendance financière, de la dépendance au pétrole ou le chemin de l'indépendance fiscale, de l'indépendance financière, de l'indépendance face au pétrole. Le seul chemin de l'indépendance, c'est le chemin de la souveraineté du Québec.

Merci.